

**Nations unies - Rapport mondial  
2017-2018 de suivi sur l'éducation -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la France  
auprès des Nations unies  
(New York, 26 octobre 2017)**

Excellences,

Mesdames et Messieurs les Directeurs,

Monsieur le Président du Conseil consultatif,

Chers Collègues et Amis,

Je suis très heureuse d'être parmi vous aujourd'hui et d'avoir l'honneur d'ouvrir cette discussion sur ce qui est notre devoir collectif de tenir nos engagements en matière d'éducation, qui est une des grandes priorités de la France.

L'Objectif de développement durable numéro 4 marque l'engagement de la communauté mondiale en faveur d'une éducation inclusive et de qualité pour tous, une ambition qui est malheureusement encore loin d'être une réalité. On compte en effet aujourd'hui 264 millions d'enfants et de jeunes qui sont non scolarisés, et ils sont encore plus nombreux à ne pas avoir atteint les compétences fondamentales que sont lire, écrire et compter. Ceci n'est pas nouveau, mais vaut d'être répété, les enfants et les adolescents issus des familles les plus pauvres et les filles sont particulièrement défavorisés.

Des progrès significatifs ont toutefois été réalisés en faveur de l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité. La mise en place de nombreux partenariats et mécanismes de coordination à l'échelle à la fois mondiale, régionale et nationale pour la mise en oeuvre de ces engagements y contribue.

Au niveau global notamment, le comité-directeur Éducation 2030 est un mécanisme de coordination et de consultation multipartite de haut niveau qui vise à appuyer les pays et leurs partenaires dans la mise en oeuvre de l'ODD 4 et des autres cibles qui sont liées à l'éducation. Ce comité agit en faveur de l'harmonisation des activités des partenaires, en faveur de la définition d'orientations stratégiques, en faveur du plaidoyer et du suivi, et à ce titre il constitue un mécanisme d'accompagnement indispensable. Membre actif de ce comité, la France co-préside, avec le Partenariat mondial pour l'éducation, son groupe de travail sur le financement de l'éducation. Le président de la République, Emmanuel Macron, a réaffirmé

l'engagement de la France, avec ses partenaires, pour «ne laisser personne sur le bord du chemin» de l'éducation («leave no one behind»). La priorité pour nous repose sur l'amélioration de la qualité de l'éducation et de la gouvernance des systèmes éducatifs pour qu'ils soient à la fois inclusifs et résilients.

Nous nous réunissons aujourd'hui pour examiner comment susciter, par nos efforts conjoints, des progrès durables dans le domaine de l'éducation. La nouvelle édition 2017-2018 du Rapport mondial de suivi sur l'éducation a été lancée au début de la semaine. Il s'agit du deuxième rapport qui assure un suivi des progrès réalisés en faveur de l'ODD 4 et de ses dix cibles, ainsi qu'en faveur des autres cibles relatives à l'éducation du programme de développement durable. Ce rapport met en lumière notre responsabilité collective pour la réalisation de cet ODD et pour, de manière plus générale, l'amélioration de l'éducation.

J'en retiens qu'il est primordial de rendre des comptes pour contribuer à progresser vers la réalisation notre objectif, et ceci signifie qu'il s'agit de définir clairement les responsabilités, de repérer les carences et de déterminer les mesures à prendre pour y remédier.

Au coeur de cette obligation de résultat figurent les gouvernements, qui sont les premiers garants du droit à l'éducation, et auxquels il appartient de trouver et de mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Et cela signifie aussi que les États les plus vulnérables et ayant des capacités insuffisantes doivent pouvoir être dotés de ressources complémentaires pour faire face à leurs responsabilités.

Que faire en cas de difficulté, lorsque les résultats ne sont pas encore au rendez-vous ? La notion d'obligation redditionnelle, «accountability», implique d'être capable d'agir par le biais des politiques, par le biais de la législation et par le biais d'activités de sensibilisation, ainsi que par l'intermédiaire des commissions parlementaires et des médiateurs chargés de défendre les droits des citoyens. Il paraît donc indispensable d'instaurer des mécanismes solides, au niveau national comme international, afin de faire respecter le droit à l'éducation et de garantir que l'ensemble des gouvernements, notamment les donateurs, honorent leurs engagements.

À cette fin, un premier pas indispensable est que le droit à l'éducation devienne opposable dans tous les pays. Il appartient à chaque état d'établir des réglementations fiables et efficaces, qui s'appliquent à la fois aux prestataires publics et aux prestataires privés de services éducatifs. Il appartient également aux gouvernements de mettre en oeuvre les mesures de suivi et les sanctions prévues en cas de non-respect des normes.

L'édition 2017-2018 du Rapport mondial de suivi sur l'éducation confirme que des mécanismes redditionnels bien conçus peuvent nous aider à tenir nos engagements en matière d'éducation. Ces mécanismes doivent toutefois reposer sur des principes d'équité, d'inclusion et de qualité, et ne pas être considérés comme une fin en soi. S'ils ne sont pas considérés dans cet esprit, les mécanismes redditionnels peuvent être préjudiciables à l'éducation. Le rapport contient des recommandations qui sont claires, qui sont fondées sur des données factuelles afin d'aider les gouvernements à concevoir et à mettre en place des systèmes de reddition de comptes efficaces. Je vous invite donc à les lire.

Le rapport définit différentes approches permettant une bonne application du principe de responsabilité quel que soit le contexte.

En ce qui concerne la France, les principaux éléments de notre stratégie pour l'éducation relatifs au renforcement de l'obligation redditionnelle sont mis en oeuvre à travers plusieurs éléments dont je vais vous citer les principaux :

- Tout d'abord, l'action de l'Agence française pour le développement, l'AFD, dans le secteur de l'enseignement et de la formation professionnelle, qui est l'un des grands axes d'action de l'agence, particulièrement en Afrique francophone, vise à appuyer les réseaux régionaux et linguistiques pour renforcer la gouvernance et l'obligation redditionnelle dans les systèmes éducatifs. Nous nous assurons donc que notre bras armé de coopération, en quelque sorte, l'AFD, soit la plus performante possible dans ce domaine.
- Deuxième élément, notre soutien à des initiatives de développement des capacités permettant d'évaluer l'efficacité des systèmes d'éducation de base et la qualité de l'apprentissage dans les écoles. Des informations de bonne qualité sont en effet indispensables et propices à la bonne application du principe de responsabilité.

Par ailleurs, la France a financé cette année une étude menée par l'Institut International de planification de l'éducation (IIPÉ) qui a eu pour sujet l'«Utilisation des tableaux de bord des écoles pour améliorer la transparence, la redevabilité et lutter contre la corruption en Afrique subsaharienne». Cette étude sera présentée officiellement au premier semestre de l'année prochaine. Elle viendra compléter les travaux du rapport mondial que nous examinons aujourd'hui.

Au niveau national, que fait la France pour atteindre, elle-même, les objectifs principaux en matière d'éducation ?

On poursuit plusieurs objectifs dans ce cadre :

- Premièrement, faciliter l'accès de toutes et tous à un coût abordable aux études et aux formations professionnelles ;
- deuxièmement, nous visons au plan national à éliminer les disparités ;
- troisièmement, nous cherchons à généraliser l'éducation au développement durable ;
- quatrièmement, nous nous efforçons d'assurer un cycle complet d'éducation, donc l'éducation tout au long de la vie ;

- et cinquièmement, nous voulons renforcer la qualité de nos systèmes éducatifs.

Tout particulièrement, le ministre de l'éducation français, Jean-Michel Blanquer, a annoncé des mesures à la rentrée de septembre 2017, qui visent à corriger l'impact des inégalités sociales et économiques sur la réussite scolaire. Notre objectif est de ramener à 10% l'écart de réussite scolaire entre les élèves de « l'éducation prioritaire » et le reste du territoire. La loi française consacre en effet l'égalité des chances en garantissant à tous les enfants de six à seize ans l'accès à l'instruction dès lors qu'ils sont présents sur le territoire national, et quels que soient leurs nationalités, leur situation personnelle ou leur mode de vie. Le concept d'école inclusive figure dans la loi française, selon lequel ce n'est pas à l'élève de s'adapter à l'école, c'est l'école qui doit inclure l'enfant, quels que soient ses besoins particuliers.

Un autre exemple, à titre national, concerne la lutte contre le harcèlement à travers la convention interministérielle pour l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif (2013-2018). Cette convention prévoit un cadre lutte contre les comportements sexistes et les violences et favorise l'égalité entre les sexes. Elle prévoit la mise en place de formations spécifiques sur les violences à caractère sexuel pour les personnels de direction, les équipes éducatives et les élèves médiateurs. Elle prévoit également un guide pédagogique, une plateforme téléphonique d'assistance, ou encore des actions de sensibilisation à destination des élèves.

Malgré ces résultats, et malgré ces efforts, beaucoup reste à faire : nous rencontrons un défi majeur, celui de faire réussir tous les élèves peu importe le contexte dans lequel ils grandissent. Et c'est dans ce but que le président de la République Emmanuel Macron a lancé à la rentrée scolaire dernière une mesure phare : dès lors que l'école primaire est le moment important de la scolarité afin de réduire, dès le plus jeune âge, les inégalités, les effectifs des classes ont été réduits à 12 élèves par classe dans les deux premières années d'étude pour les écoles les plus défavorisées. L'objectif est ainsi d'amener 100% des élèves à maîtriser des savoirs fondamentaux, que je rappelais toute à l'heure : lire, écrire, compter, mais aussi respecter autrui.

En conclusion, le rapport que nous avons devant nous et examinons aujourd'hui, invite les gouvernements à être les garants de l'ODD 4 et à établir, suivre et appliquer les réglementations qui garantissent la non-discrimination dans l'ensemble des prestations de services éducatifs.

Nous dépendons tous les uns des autres pour atteindre nos objectifs communs en matière d'éducation, c'est l'évidence. Et la réalisation de l'ODD 4 passera donc par la collaboration et la communication. Et ce dernier message pose des bases saines sur lesquelles nous pourrions tous nous appuyer lorsque nous retrouverons nos collègues et leur présenterons les recommandations et conclusions du rapport.

Je vous remercie./.